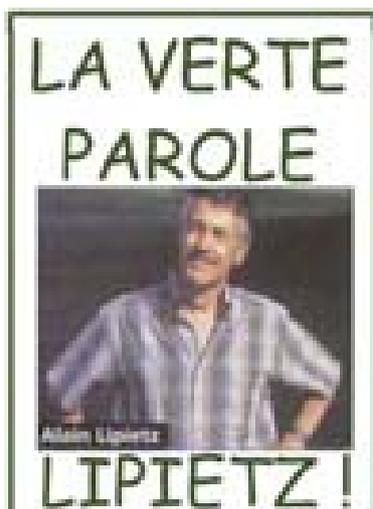


<http://lipietz.net/Que-reste-t-il-a-reconstruire>

Législatives 2002

# Que reste-t-il à reconstruire ?

- Vie publique - Articles et débats - Élections 2002 -



Publication date: lundi 10 juin 2002

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

### **La claque magistrale subie par la gauche, et, au sein de la gauche, par les Verts et surtout le PCF, nous renvoie à la pire de ses défaites depuis 1986 [1].**

Et encore, en 1986, la proportionnelle avait-elle limité les dégâts. Sauf mobilisation inattendue au second tour, et par le seul mécanisme du scrutin majoritaire, on s'achemine vers une chambre bleue horizon de type 1958.

Pour les Verts eux-mêmes, la claque est tout aussi grave, peut-être même plus grave au fond. Dans les 12 circonscriptions de mon département, le Val de Marne, et mis à part les candidatures Verts-PS qui gonflent artificiellement notre score et ne sont pas les mêmes d'un scrutin à l'autre, notre pourcentage (dans les 3 et quelques %) baisse assez légèrement par rapport à 1997, mais est divisé par deux ou trois par rapport à nos scores de 1993, la précédente déculottée de la gauche (ils étaient alors de l'ordre de 9 à 12 %). Alors que nous profitions jadis des reculs de la gauche, comme si (avec Lalonde et Waechter comme têtes d'affiche !) nous représentions une alternative, aujourd'hui, avec Cochet, Cohn-Bendit, Hascoet, Mamère et Voynet comme têtes d'affiche, et après 5 ans de présence au gouvernement, nous semblons décrédibilisés en tant qu'alternative électorale au déclin de la vieille gauche, et renvoyés aux limbes de 1986.

Cette défaite s'accompagne, comme en 1986, d'une nouvelle avancée de l'abstention, mais, contrairement à 1986 -et c'est là l'unique bonne nouvelle- d'un premier recul du Front National d'une législative à l'autre. On mesure ici la portée exacte du " sursaut civique du 1er mai " : non pas une réconciliation des Français avec leur classe politique qui n'a d'ailleurs rien fait pour la mériter, mais une mobilisation ponctuelle contre l'extrême droite. Ponctuelle mais avec ce sous-produit que j'espère durable : la composante strictement protestataire du vote Le Pen (le " gauchisme-lepenisme ") quitte le jeu en maugréant " puisqu'on n'a même pas le droit de voter merde, je me tais et ils ne me reverront plus ".

Qu'a fait la gauche, qu'avons-nous fait pour mériter ça ? Sommes nous condamnés à 23 ans de malheur (comme après 58) ou à quelques années seulement (comme après 86) ?

Le plus désespérant, de la part de la direction et des animateurs des Verts - parmi lesquels je me range encore- serait de rejeter la faute sur les autres, sur la télévision qui a seriné en boucle " l'insécurité ", sur la droite qui a rabâché " non à la cohabitation " et le PS " vote utile ". Laissons aux antiques directions communistes ce recours à la langue de bois des soirs de défaite. Comme ni les médias, ni nos concurrents et nos adversaires n'ont aucune raison de faire campagne pour nous la prochaine fois, les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous n'aurions plus qu'à abandonner la politique.

Si nous voulons conserver ou reconstruire l'espoir, nous devons au contraire nous demander " qu'est-ce qui dépend de nous ? Qu'avons nous fait, qui nous a valu une telle défaite, que pouvons-nous changer, pour reprendre notre ascension dans les cÅ“urs et dans les votes ?

## **1°) Résumé du chapitre précédent**

Ce qu'a fait la gauche, ce que nous avons fait, je l'ai expliqué dans mon texte " [Présidentielle : un premier bilan](#) ".

Schématiquement : après deux années d'authentiques transformations sociales dans l'esprit de la majorité plurielle Verts-PS, le PS s'est endormi sur nos lauriers déjà outragés par la non-régularisation des sans papier, n'a pas corrigé les erreurs de la loi Aubry II, a interrompu le partage du travail et des richesses, abandonné la loi cadre sur le tiers secteur, et s'est enlisé dans la gestion sociale-libérale. Le mécontentement et la prise de distance de l'électorat populaire se sont exprimés par le vote aux municipales. Loin de tenir compte de cet ultime avertissement, le PS a persisté dans l'erreur, aggravant encore son positionnement centriste, humiliant son partenaire vert en annulant la TGAP et le rattrapage du prix du diesel, et refusant de reconduire un accord du niveau de celui de 1997. La défaite était dès lors inéluctable.

**Nos responsabilités sont tout aussi grandes.**

J'avais été désigné par les Verts comme candidat présidentiel sur une ligne très claire : " [redonner un contenu à l'espoir](#) " en nous positionnant sur une ligne de réformes radicales, " [donner force à l'espoir](#) " en assumant ce programme en notre nom, et non comme appendice du PS. Cette option stratégique s'accompagnait d'un raisonnement tactique : il fallait récupérer, pour l'alliance de gauche, les déçus et les insatisfaits de la législature finissante. Les voix prises au PS n'auraient aucune importance pour le total du second tour, seules seraient utiles les voix que le PS n'aurait pas eues lui-même.

Ni le PS, ni la presse qui lui était favorable, ni la direction des Verts, n'ont voulu suivre ce raisonnement ; au contraire il fallait puiser dans le vivier de voix communes au PS et aux Verts, abandonnant les autres aux protestataires de gauche. La conjonction de ces forces, tirant profit de ma faute de com' du mois d'août sur la Corse, obtint mon élimination [2]. La négociation avec le PS fut menée avec la conviction qu' " on ne change pas une politique qui gagne : l'accord à tout prix avec le PS ". La campagne atone et presque environnementaliste, du moins jusqu'au mois de mars, de Noël Mamère, doublée du rejet de ceux qui avaient été mes partisans, érôda en quelques mois l'image de celui que certains percevaient encore il y a un an comme " plus radical que moi ". Le score baissa des 10% rêvés, 8% promis, 7% comme socle, 6,5% pariés par moi-même, jusqu'aux honorables mais insuffisants 5,2%, à peine mieux que Lalonde en 1981. Notre campagne capta sans doute des voix socialistes que je n'aurais pas eues, mais celles que Jospin ne pouvait avoir s'en furent vers Taubira et Besancenot.

## 2°) Le désastre du 9 juin

Le 9 juin, les Français, quand ils ont voté (historiquement peu), ont voté pour la droite et pour le bipartisme.

Quand on entend dire " on n'a pas voté parce que rien de satisfaisant ne nous était proposé ? ", alors qu'il n'y avait jamais eu une offre de candidats aussi diversifiée, il faut entendre " ? parmi ceux qui peuvent effectivement être élus, et donc appliquer leur politique ". Or, dans leur tête, cela voulait dire : l'UMP et le PS.

Le désaveu du PS en 2002 était (encore heureux pour un gouvernement auquel nous avons quand même participé !) moins grave que celui qui le frappait en 1986 ou en 1993. Mais, loin de tirer les leçons de sa nouvelle défaite (" la gauche a perdu le peuple " ), il crut pouvoir se contenter d'un pourboire improvisé pour se racheter une conduite (5% de hausse du SMIC).

Le dilemme de l'électeur de gauche était donc insoluble : " on veut sanctionner le PS, mais nous n'avons pas d'autre gauche en magasin. Donc : vote PS, ou abstention ".

Autrefois, l'électeur de gauche aurait utilisé son premier tour pour changer de gauche. Il ne le fit pas. Au contraire, il

abandonna parfois une autre gauche (le PCF) pour rejoindre la gauche " nationalement dominante " (le PS) qui venait d'être rejetée. Bref, le PCF n'était " déjà plus " et les Verts " pas encore " l'alternative possible au PS.

" Pas encore " ? ou jamais plus non plus ? C'est ici qu'il nous faut bien mesurer la portée du désastre subi par les Verts, qui nous rejette bien plus bas qu'en 1997, au niveau de 1986 en fait (même si la prise en compte des candidatures Verts-PS peut faire illusion).

Il y a deux analyses possibles de ce désastre, une pessimiste et une optimiste.

- ▶ Hypothèse A, pessimiste : un changement de régime politique en France.

L'adoption du quinquennat, puis l'inversion du calendrier électoral et la propagande de Jospin contre la cohabitation auraient établi un système à l'anglo-saxonne : le vote en un coup, sur l'orientation dominante, au moment de la présidentielle, puis un vote automatique pour " donner une majorité au Président ". C'en serait fini du quadripartisme que dicte le scrutin à deux tours, et qui permettait de faire évoluer le rapport de force au sein de chaque camp. Par ailleurs, nos trois ministres n'ayant pas spécialement mieux brillé au gouvernement que leurs collègues socialistes, le choix à gauche se serait refermé en faveur du PS. Dans ce cas, et pour bien longtemps (deux décennies au moins), il n'y a plus d'espace institutionnel pour les Verts, ni pour quelque " petit ou moyen parti " que ce soit, au niveau national. Il reste aux écologistes à constituer une tendance du PS, ou à rallier les ONG, comme Greenpeace-USA, faisant du lobbying auprès du Parti Démocrate, lui imposant même un vice-président " écolo-compatible " comme Al Gore en 1992, quitte à le faire chuter (comme en 2001) s'il trahit. Autre conséquence négative : la résignation au bipartisme entraîne inmanquablement l'indifférenciation au centre de ces deux partis et l'abandon de la représentation de ceux qui ont " besoin de changement ", donc l'abstention massive (qui vaudrait encore mieux que la remontée du vote FN).

- ▶ Hypothèse B, optimiste : le vote " en faveur du bipartisme " du 9 juin ne serait qu'une sur-réaction au résultat du 21 avril, et à la criminalisation du vote pour les " petits candidats". Convaincus par le matraquage de la presse et du PS que le 21 avril ne serait dû qu'à la dispersion, les Français auraient provisoirement oublié les mérites du vote à deux tours (" au premier tour on choisit, au second tour on élimine ") et auraient exceptionnellement adopté un vote de regroupement dès le premier tour. La confiance dans l'utilité du vote vert réapparaîtra aux élections proportionnelles de mi-mandat (européennes et régionales), et mettra les Verts à nouveau en position de proposer une nouvelle majorité plurielle à la veille de l'année 2007 (élections présidentielle, législatives, municipales).

C'est seulement dans 2 ans que nous aurons une indication. Mais en tout état de cause, ce qui a aggravé notre score du 9 juin, c'est que la direction de fait des Verts a adopté par anticipation l'hypothèse A : hors d'une symbiose avec le PS, pas de salut [\[3\]](#).

L'attitude exemplaire et remarquable de Noël au soir du 21 avril aurait pu nous laisser une ultime chance pour cette année : reprendre le flambeau de l'espoir tombé des mains d'un PS décapité. Elle fut anéantie par la direction qui, entièrement obnubilée par les candidats Verts-PS, abandonna à leur triste sort l'immense majorité des Verts présents en autonomes aux élections et l'apparition même des Verts comme " candidats à la succession ". Le CNIR et le CE depuis longtemps court-circuités, cette direction privilégia totalement la constitution d'un groupe de candidats Verts-PS élargi par rapport aux 42 de Nantes, puis la représentation et la défense exclusive de cette aristocratie, et encore, des " gagnables " parmi ces candidatures communes. Or, pour avoir quelque chance de gagner, il fallait avoir le PS avec soi, tout le PS, et d'abord le PS local. Combien de candidats Verts-PS partis la bouche en cÅ“ur, forts de leur investiture nationale, se virent opposer des dissidences (parfois crapuleuses : Nucci), bientôt soutenues par les sections locales du PS (Briançon, Beaurepaire), elles-mêmes parfois finalement soutenues par le PS national en fonction des luttes internes du PS (Montpellier).

Dès lors, se mouiller avec l'existence autonome du parti Vert devenait un obstacle à l'alignement plein et entier du " candidat gagnable " sur les attentes du PS, alignement supposé garantir le succès, malgré le rejet de ce parti par l'électorat le 21 avril. On vit ainsi des candidats Verts arborer le titre grotesque de " la Gauche Unie ", pourtant rejeté par le CE des Verts, ou se désespérer de la tendance de certains Verts à s'en tenir aux décisions de Nantes quant aux conditions des soutiens réciproques au second tour. Au lieu de coupler soigneusement la présidentielle aux législatives autonomes, dans les meetings comme dans la confection du matériel, les réponses aux questionnaires, etc., l'exécutif du mouvement se désintéressa de cette piétaille. La liste Internet " Candidats2002 " avait beau résonner d'appels angoissés à la direction élue, nulle réponse ne vint des " grands gagnables ", partis labourer leur circonscription, sauf quelques meetings de soutiens réciproques au sein de cette super-élite.

Le couac de la non-présentation de la liste des candidats au CSA (qui nous priva même de campagne officielle, et donc, vu les circonstances, de toute campagne télévisée) n'était qu'un symptôme qui aurait dû faire signal d'alarme, à trois semaines de l'échéance. Les responsables [4] rejetèrent la faute, qui sur les services de l'État qui n'avaient pas fait de note de rappel aux éminences institutionnelles qu'ils étaient devenus, qui sur l'amateurisme des Verts en général, et, au lieu de resserrer les boulons, ils quittèrent définitivement le radeau, bricolant à peine deux meetings " nationaux " d'ailleurs passés inaperçus. Les braves salariés inconnus, et quelques anciens de l'époque héroïque, affolés d'une telle désertion, s'acharnèrent à répondre aux appels, alimentant la liste Internet Candidats2002 en renseignements techniques et légaux, en modèles de tracts ou de réponses aux questionnaires. Deux ou trois figures historiques, compromettant parfois leur propre campagne, acceptèrent d'aller animer des meetings à droite et à gauche. C'était tenter de labourer la mer.

### 3°) Et maintenant ?

Je suis incapable de donner un diagnostic définitif entre les hypothèses A et B. Ce qui est sûr, c'est que même si l'hypothèse B est vraie, la direction de fait, en se comportant comme si l'hypothèse A était vraie (qu'il n'y a plus de place pour un parti Vert autonome) a par avance effacé les Verts de cette campagne et du champ politique, et de ce fait a aggravé la tendance à la disparition des Verts [5]. Je ne serais pas surpris (ce serait politiquement logique) qu'ils rallient assez rapidement le PS (comme la plupart des anciens " fondateurs " du PCF) pour y créer une tendance écologiste, ou cherchent à négocier une sorte de confédération avec le PS (comme GE a tenté de le faire au sein de l'UDF). Personnellement, je ne suis pas intéressé, et, après quinze ans de vie consacré à la construction d'un outil désormais brisé, je retrouverais ma vocation d'intellectuel au service de l'écologie et de la lutte contre la déchirure sociale, au sein de structures sans vocation gouvernementale.

Reconstruire l'espoir signifie que l'on opte pour l'hypothèse B : la possibilité, et pas seulement la nécessité, d'une écologie autonome et disponible pour un contrat à gauche, mais sur des objectifs ambitieux permettant de remobiliser le peuple de gauche sur les objectifs émancipateurs et d'avancer dans les corrections au " progrès " qu'exige le salut de la planète. Ce qui implique la reconstitution d'une large majorité au sein des Verts sur cette ligne, mais aussi un engagement de reconstruction intellectuelle et morale des Verts. C'est en effet toute la confiance propre des Verts, leur confiance dans le respect des règles et des engagements entre les militants et les dirigeants, qui est à reconstruire.

Une telle " espérance ", assez mince il faut le reconnaître, repose sur quelques gages d'avenir. Au fond de tout, il y a la permanence du besoin d'écologie politique face aux crises de plus en plus générales qui menacent l'humanité et la planète. Les témoignages d'estime et d'intérêt recueillis par les Verts pendant cette campagne (120 personnes au meeting de Romans, pour un candidat qui ne recueillera finalement que 2,6% !) nous montrent que les électeurs n'ont pas donné leur congé définitif à l'écologie politique. Mais, même tactiquement, l'élimination du MDC, le rabotage des Trotskistes et leur rééquilibrage en faveur de la LCR, la marginalisation historique du PCF, fait de nous la seule force charnière entre les institutions et les mouvements sociaux.

## Que reste-t-il à reconstruire ?

---

Nous avons deux ans (si une telle majorité se dessine à la prochaine AG Fédérale) pour renouer d'abord avec la réalité du terrain et avec ces mouvements sociaux, et décider si une existence autonome des Verts est à nouveau possible aux élections proportionnelles (régionales et européennes). Cette période doit être à la fois une période de reconstruction interne et d'ouverture hardie à toutes celles et ceux qui ne se résignent pas au monopole du PS dans la représentation politique. Ce doit être aussi une période de reconstruction politique et de redéfinition programmatique des exigences du développement soutenable.

Je ne cherche à insuffler à personne un enthousiasme reconstructeur que je ne suis pas en état d'éprouver (désolé, "[ce soir je n'ai pas envie](#)"). Simplement, il faut savoir ce qu'implique, aujourd'hui, la belle ambition de "reconstruire l'espoir".

---

[1] Sur 1986, voir le texte "[Tchao Pantin](#)", où je tirais, à usage interne de la liste des Verts de Seine-Saint-Denis, le bilan de notre échec.

[2] Ma responsabilité dans cette faute est pleine et entière, et j'en ai appris les leçons, à la fois vis à vis de la presse et de sa capacité d'Erikaïser n'importe qui en lui faisant dire l'inverse de ce qu'il a vraiment dit, et quant à mes illusions sur l'amitié et la loyauté en politique. Neuf mois de débats depuis ma faute du mois d'Août m'ont convaincu de son effet négligeable, en tout cas imperceptible par rapport à l'effet durable produit sur notre électorat potentiel par l'image d'un parti flinguant son propre élu.

[3] Cette responsabilité propre des Verts n'a pu jouer que le rôle d'un facteur aggravant. Le vote trotskiste s'est effondré lui aussi, comme si les électeurs avaient compris que "puisque ces partis ne veulent pas participer à la réforme des politiques publiques, il est inutile de voter pour eux : ils n'ont qu'à s'en tenir à leur rôle dans les mouvements sociaux". Tout autre était notre ambition : nous, nous postulions à la gestion de ces politiques.

[4] Je précise que, renseignements pris, Jean Desessard, chargé des élections, n'était en fait chargé que de la mise en place des candidatures, et explicitement pas de la com'. En 1997, le secrétaire national élu (Jean-Luc Bennahmias) et le secrétaire administratif salarié (Dominique Plancke) s'étaient chargés de la supervision totale, y compris du suivi des formalités légales, et s'en tirèrent fort bien, malgré leur propre campagne et l'improvisation due à la dissolution inattendue.

[5] Symptôme de cette disparition : l'article de fond "Horizons-Analyses" du Monde des 9-10 juin, signé par Anne-Line Roccati, intitulé "Le PCF menacé de fossilisation". Il se conclut ainsi "La marginalisation du PCF oblige le PS à revoir les alliances qui ont été les leurs jusqu'à ce jour. (!) Ceux qui furent les deux principaux protagonistes de la majorité plurielle [sic : le PS et le PCF] ne pourront faire l'économie d'un large débat, car le moteur qui a permis de prendre et de garder le pouvoir est désormais hors d'usage". Pas un mot sur les Verts dans ce quasi-éditorial commencé en page Une !